

COMMUNIQUE
29 juin 2010

**Retraites : Continuons et amplifions la mobilisation,
imposons le retrait du projet de loi !**

La très forte mobilisation du 24 juin a démontré que le calendrier imposé par le gouvernement n'a pas empêché de franchir un saut qualitatif dans la construction du rapport de forces à établir pour obtenir le retrait de ce projet de loi.

Malgré les deux millions de manifestants dans les rues, malgré les arrêts de travail conséquents dans le secteur privé et les grèves très importantes dans le secteur public, le gouvernement continue à faire la sourde oreille.

Le Ministre du travail est le plus « droit dans ses bottes » adoptant l'attitude de son ancien mentor Alain Juppé en méprisant le niveau de mobilisation et en se cachant sous une meilleure explication de sa réforme pour que la population la comprenne mieux.

Les manifestants du 24 juin et l'ensemble de la population ont déjà très bien compris l'injustice de ce projet de loi qui pénalisera particulièrement les salariés les plus défavorisés, les moins bien payés, les plus précarisés, mais aussi les femmes et les jeunes générations.

Cette « réforme » s'inscrit dans un plan de rigueur imposé par les marchés financiers et est dans la ligne des préconisations du FMI : relèvement de deux ans de l'âge légal de départ et de celui de l'annulation de la décote, allongement de la durée de cotisation, baisse du niveau des pensions, baisse des salaires et annonces de suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, individualisation de la pénibilité...

Toutes ces mesures ont pour objectif d'aggraver le partage, déjà inégal, de la richesse produite entre le capital et le travail.

Le gouvernement a clairement choisi son camp, celui d'une minorité de privilégiés.

Ce projet de loi doit être retiré et de véritables négociations doivent s'engager pour une réforme des retraites qui ne peut baisser le niveau des pensions, ni allonger le temps passé au travail.

Contrairement à ce que dit le gouvernement leur réforme n'est pas inéluctable, il est tout à fait possible de financer notre système de retraites par répartition en maintenant les 60 ans, et en revenant sur les réformes précédentes.

Pour cela, les salariés doivent continuer à exprimer leur détermination. Il nous faut préparer le rapport de force nécessaire pour faire céder le gouvernement, c'est-à-dire la grève générale.

La mobilisation continuera pendant l'été et, dès la rentrée avec le démarrage du débat parlementaire, nous poursuivrons la construction de ce rapport de force dans l'unité la plus large.

En ce sens, Solidaires appelle tous les salariés, les retraités, les jeunes....:

- A être présents dans les initiatives des collectifs locaux pour la défense des retraites tous les lundis de septembre.
- A participer aux initiatives intersyndicales du 13 juillet qui se dérouleront sur tout le territoire
- A faire grève et à participer fortement aux manifestations intersyndicales du 7 septembre

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org

www.solidaires.org